

UNDP's Dan Malinovich FR (French)

[00:00:18] J'ai le plaisir de vous accueillir dans l'une des vidéos du premier module de notre MOOC sur l'information et les élections à l'ère numérique, co-organisé par l'UNESCO, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Centre Knight pour le journalisme dans les Amériques de l'Université du Texas. Je m'appelle Dan Milanovich et je suis spécialiste des politiques électorales et le point focal pour l'assistance électorale au Bureau de l'appui aux politiques et aux programmes du PNUD. Au cours de cette session, j'aimerais parler de la place de l'assistance électorale dans le monde numérique d'aujourd'hui. Ensuite, je vous présenterai l'approche du cycle électoral et la pertinence du rôle des médias numériques dans les processus électoraux. Nous assistons à une augmentation sans précédent du partage d'informations numériques. Dans le monde numérisé d'aujourd'hui, l'information se répand rapidement en raison de sa capacité à attirer l'attention plutôt que la vérité ou l'exactitude. Prenons, par exemple, le fait qu'environ 30 nouvelles personnes ont commencé à utiliser les réseaux sociaux chaque seconde depuis l'an passé à la même période. Ces possibilités accrues de partager et de recevoir des informations politiques sont vraiment l'oxygène de l'ensemble du processus électoral. Mais cela contribue aussi, comme vous le savez, à faire circuler des informations non-vérifiées ou trompeuses relatives aux élections à une échelle et à une vitesse sans précédent. C'est précisément en raison de cette facilité d'accès et parce que les élections constituent la pierre angulaire de notre vie politique que les processus électoraux sont particulièrement vulnérables. Partout dans le monde, la mésinformation et la désinformation, des défis majeurs de l'ère moderne, se propagent et font des ravages sur les normes et les valeurs politiques et sociales. Cela sape le contrat social et mine la confiance dans les processus électoraux et les institutions. Elle empêche la prise de décision éclairée et une adhésion commune sur la vérité et les faits. Bien que la mésinformation et la désinformation en politique n'ont rien de nouveau, la nouveauté consiste dans l'accélération rapide de la désinformation rendue possible par l'utilisation et l'abus toujours croissants de la technologie numérique et les caractéristiques de l'utilisation de ces outils, notamment la viralité, la vélocité et l'anonymat. Ce défi sans précédent exige une réponse sans précédent et, surtout, un niveau de coopération sans précédent. En tant qu'acteur de l'assistance électorale le plus important, le PNUD joue un rôle essentiel dans l'architecture de l'assistance électorale des Nations unies, établi par l'Assemblée générale de l'ONU et géré par le point focal de l'ONU pour l'assistance électorale, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et à la consolidation de la paix. Notre travail est fondé sur l'approche du cycle électoral qui a été développée par la Commission européenne, International IDEA et le PNUD en réponse aux obstacles à la mise en œuvre de l'assistance électorale, en soulignant l'importance des activités à long terme et visant à développer les capacités pour une participation politique inclusive. En résumé, le cycle électoral considère les élections comme un processus et non comme un événement isolé. Il est divisé en trois phases principales : pré-électorale, électorale et post-électorale. La période pré-électorale met l'accent sur des éléments tels que l'inscription des électeurs, la nomination des candidats, l'éducation civique et électorale, la préparation des élections, etc. La période électorale est principalement axée sur le jour du scrutin lui-même. Cela comprend le vote dans les bureaux de vote, les mécanismes de vote alternatifs, la formation du personnel électoral, des observateurs, etc. La période post-électorale concerne des domaines tels que les litiges électoraux, l'archivage des résolutions, les recherches, les audits, les évaluations et les bilans post-électoraux. Le cycle électoral n'a pas de point de départ ou de fin précis, ce qui est également vrai pour les trois périodes et pour les segments du cycle. Les médias, les réseaux sociaux et le partage d'informations jouent un rôle indispensable tout au long du cycle électoral, qu'il s'agisse d'informations sur le calendrier électoral, d'éducation civique ou d'information des

électeur.rices, d'informations sur le dépouillement des votes et les résultats officiels, etc. En outre, les élections sont composées de plusieurs éléments constitutifs avec différentes parties prenantes. Chaque étape du processus électoral requiert de l'attention et l'apparition d'un problème au cours du processus aura des implications différentes selon le moment du cycle, ce qui, au final, affectera la qualité et l'intégrité des élections dans leur ensemble. La dégradation d'un aspect, tel que par exemple, la rhétorique incendiaire de candidats ou la diffusion de fausses informations sur le dépouillement des votes ou la mésinformation sur le lieu, l'heure ou l'éligibilité peuvent tous avoir un impact négatif sur l'une ou l'autre phase du cycle électoral. Ces implications nécessitent des approches différenciées. Pour prendre un exemple, la plupart des informations en ligne relatives aux élections sont acheminées via des plateformes sur internet qui génèrent la majeure partie de leurs revenus grâce à des services publicitaires. Ces informations sont automatiquement classées pour maintenir les utilisateur.rices engagé.es et connecté.es, privilégiant les contenus émotionnels ou clivant plutôt que l'exactitude ou l'intégrité éditoriale. Tout le monde, y compris les états, les acteur.rices politiques et commerciaux, peut exploiter ce modèle économique pour diffuser de la mésinformation ou de la désinformation électorales à des fins financières, politiques ou idéologiques. En conséquence, les citoyen.nes peuvent être exposé.es à des informations électorales fausses ou trompeuses qui peuvent saper leur confiance dans les processus électoraux dans leur ensemble, avec pour conséquence de porter atteinte à l'intégrité, à la crédibilité et à la légitimité des institutions elles-mêmes. Alors, comment pouvons-nous relever ces défis ? Trouver des réponses appropriées à l'utilisation abusive des médias sociaux et des technologies numériques pendant les élections est un exercice d'équilibre. Nous devons favoriser la participation politique et protéger les droits de l'homme, mais en même temps, nous devons nous assurer que l'espace en ligne est sûr et que toute réglementation n'impose de restrictions. Il est clair que dans cette optique, il n'existe pas de solution toute faite, du moins pas encore. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général des Nations unies sur les élections, les dirigeant.es politiques ont également un rôle à jouer dans la lutte contre l'utilisation néfaste des réseaux sociaux et des plateformes en ligne. Pas un.e seul.e acteur.rice, ni les Nations unies, ni les gouvernements, ni les organes de gestion des élections, ni les plateformes de médias sociaux elles-mêmes ne peuvent relever ce défi à eux seuls ou de manière cloisonnée. Nous avons besoin d'un engagement intersectoriel des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et des citoyen.nes. Et nous avons besoin d'une plus grande coopération entre les plateformes de médias sociaux et les organes de gestion électorale. Cela nécessite une action intégrée, coordonnée et surtout une action soutenue de la part de tou.tes les acteur.rices électoraux.ales, y compris ceux.celles d'entre nous qui travaillent au quotidien pour les soutenir. Les gouvernements peuvent adopter des réponses réglementaires et juridiques aux discours de haine qui soient soigneusement mises en balance avec les droits à la liberté d'expression et le droit d'avoir accès à l'information. Les organisations de la société civile peuvent contribuer à ces efforts en assurant une veille sur les abus, la mésinformation et la désinformation diffusées en ligne pendant les élections. Les entreprises de médias sociaux peuvent jouer un rôle dans l'élaboration de politiques visant à surveiller le harcèlement en ligne et les discours de haine et à y faire face de manière cohérente conformément aux normes du droit international relatif aux droits humains. Nous avons besoin de mesures à long terme telles que des campagnes d'éducation à l'information et aux technologies pour renforcer la résilience dans le traitement des contenus non vérifiés ou trompeurs, émotionnels et incendiaires. Je vous remercie.